

Grèce : succès de la grève générale...

jeudi 4 mars 2010, par [SARTZEKIS Andreas](#) (Date de rédaction antérieure : 4 mars 2010).

À l'appel de la GSEE (secteur privé) et d'Adedy (secteur du public), 2, 5 millions de travailleurs se sont associés à la grève du 24 février (sur 11 millions d'habitants). Les manifestations ont été partout combatives, comme à Athènes, avec 50 000 personnes dans la rue et des slogans affirmant que ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise et attaquant l'Union européenne et le FMI. Ce succès confirme celui de la grève du 10 février, où seule Adedy appelait, et constitue une réponse cinglante aux prétentions des agences financières de notation qui menacent de baisser la note du pays si le gouvernement n'arrive pas à empêcher les mobilisations. Mais c'est aussi une réponse à la fable selon laquelle la Grèce vivrait au-dessus de ses moyens. Une véritable insulte alors que la Grèce compte parmi les régions les plus pauvres d'Europe et que bien des travailleurs doivent cumuler deux emplois pour arriver à boucler leur mois.

Face aux mesures annoncées et à venir (un deuxième paquet est exigé par la bourgeoisie européenne, visant notamment le quatorzième voire le treizième mois), la fermeté sur les revendications est décisive. En ce sens, les revendications des deux syndicats enseignants du premier et deuxième degré sont un bon exemple : salaire minimum à 1 400 euros, intégration des primes au salaire, budget de l'Éducation porté à 15 % du budget national et représentant au moins 5 % du PIB. Elles ont défilé sous le titre « Ils déclarent la guerre ? Ils vont recevoir la réponse qu'ils méritent ! »

Cela dit, les obstacles à l'extension des luttes sont importants. Il y a d'abord le double discours des directions syndicales dirigées par la Pasok (PS). La GSEE dit « *nous refusons de payer le prix d'une crise dont nous ne sommes pas responsables* » pour ajouter aussitôt qu'il n'y a pas que les travailleurs qui doivent faire des sacrifices, admettant ainsi que les mesures anti-ouvrières sont nécessaires mais demandant à Papandreou de prendre aussi une ou deux mesurètes contre le patronat.

Second obstacle, décisif, la division du mouvement ouvrier, entretenue avant tout par le KKE (PC) qui a réussi le 24 février une « *dynamique mobilisation* » tout en restant à part des autres cortèges ! La gauche antilibérale et anticapitaliste a donc la responsabilité historique de pousser réellement au « tous ensemble ». De ce point de vue, l'appel de la coalition Antarsya va dans le bon sens, appelant à étendre les grèves avec assemblées générales de masse et comités de grèves coordonnés.

Il y a urgence, les impasses peuvent vite venir, à l'exemple de cette campagne xénophobe menée actuellement non pas contre les pressions des capitalistes allemands, mais contre « les Allemands », avec évocation de l'occupation nazie. La coordination des travailleurs à toute l'échelle européenne devient prioritaire.

D'Athènes, Andreas Sartzekis

P.-S.

* Paru dans Hebdo TEAN # 45 (04/03/10).